

QUESTIONS FREQUEMMENT POSEES

Mise à jour le 22 novembre 2019

ELIGIBILITE

1. Où peut-on trouver la liste des zones éligibles et limitrophes?

La liste des régions éligibles est disponible dans la section 3.1 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs. Comme spécifié dans le POC, les territoires éligibles sont regroupés en régions cibles, régions limitrophes, Rome comme « grand centre » et d'autres territoires. L'implication d'au moins deux partenaires d'une unité territoriale cible en Tunisie et en Sicile est obligatoire.

2. Est-ce que les Demandeurs peuvent provenir d'un territoire limitrophe ?

Les Demandeurs doivent être basés dans un des territoires cibles ou dans les territoires limitrophes du Programme (cf. tableau au paragraphe 3.1 des Lignes directrices à l'intention des demandeurs à l'intention des Demandeurs). Dans le cas où le Demandeur a siège dans la zone limitrophe, il sera nécessaire pour le projet d'avoir au moins 2 partenaires en zone cible pour chaque pays. Dans le cas où le Demandeur a siège dans la zone limitrophe le numéro minimal de partenaires dans le projet sera alors cinq (5), y inclus le Demandeur.

3. Pouvez-vous nous confirmer que la différence par rapport à la provenance des partenaires et des demandeurs est seulement que les organismes basées dans les « grandes centres » sont éligible seulement en tant que partenaires et non pas comme demandeurs ?

Les Demandeurs doivent être basés dans un des territoires cibles ou limitrophes du Programme, comme spécifiée au Paragraphe 3.3.1 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs. Les partenaires peuvent être basés aussi dans les autres zones éligibles, notamment le Grande Centre et les « autres territoires » comme spécifié dans le tableau au paragraphe 3.1.

4. La limite pour l'allocation du budget pour les « grandes centres » est le 20%?

Le pourcentage à respecter est le 20%, comme mentionné au paragraphe 3.3.1 des Lignes directrices.



Programme cofinancé par
l'Union Européenne



5. Les partenaires provenant de régions limitrophes à celles cible peuvent-ils participer à l'appel à propositions ?

Oui. Conformément au Programme Opérationnel Conjoint (chapitre 2) et aux Lignes directrices à l'intention des demandeurs à l'intention des Demandeurs (paragraphe 3.1), la participation de partenaires provenant des régions limitrophes énumérées dans le tableau est admissible.

6. Quels sont les critères d'éligibilité concernant le statut juridique du Demandeur et de ses partenaires ?

Les critères d'éligibilité concernant le statut juridique des organismes sont définis dans les Lignes directrices à l'intention des demandeurs à l'intention des Demandeurs (section 3.3.2). Une liste « non-exhaustive » est également contenue dans la note de bas de page n.16 des Lignes directrices. Veuillez noter que les personnes naturelles ne sont pas mentionnées dans le Programme Opérationnel Conjoint : aussi, elles ne peuvent pas participer comme Demandeur ou partenaire aux appels à propositions. En conséquence, seules les entités légales, porteurs de personnalité juridique et établies conformément avec les législations nationales peuvent participer à l'appel à propositions. Veuillez noter qu'il est dans l'intérêt du Demandeur et du partenariat de connaître le statut légal correct d'une organisation puisque ceci est pertinent afin de déterminer la capacité financière.

7. Il est possible d'impliquer des partenaires associés ?

Oui. Au paragraphe 3.3.2 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs sont expliquées les conditions pour l'implication des Partenaires Associés. Il s'agit d'organismes qui peuvent être impliqués dans le projet mais qui ne peuvent pas recevoir de financement au titre de la subvention. Ils peuvent être invités à participer aux événements de projet et leurs frais de voyage et de séjour peuvent être pris en charge par le Bénéficiaire ou les Partenaires. Les associés ne doivent pas satisfaire aux critères d'éligibilité géographique. Les associés doivent être clairement indiqués dans le Formulaire de candidature. Leur rôle n'est pas compatible avec celui de sous-traitant : les associés ne peuvent donc pas participer aux procédures de passation de marché lancées dans le cadre du projet. Dans chaque projet, les partenaires associés sont facultatif et il n'y a pas un nombre maximal, même si on recommande d'éviter un nombre excessif et pas justifié.

8. Quelles sont les conditions de participation des sujets privés ?

Comme mentionné dans le paragraphe 3.3.2 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs les organismes privés sont éligibles dans le cadre du Programme IEV CT Italie-Tunisie dans la mesure dans laquelle ils peuvent démontrer être dotés de la personnalité juridique en accord avec les législations et règles nationales. Les entités ayant la personnalité juridique doivent être établies avant la date de publication qui publie cet avis et doit être indiquée dans la soumission de candidature.

9. Un Ministère ou une Autorité nationale établi en dehors des territoires éligibles peut-il participer à un projet ?

Conformément au paragraphe 3.3.1 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs, les Ministères ou les Administrations Publiques Nationales situées à Rome peuvent participer aux projets, seulement en tant que Partenaire, à condition que le Ministère ou l'administration publique nationale en question ne soit pas représenté dans les territoires éligibles, qu'il ne dispose pas d'une structure locale en mesure d'assumer une responsabilité légale ou financière et à condition que le qu'il puisse démontrer que les activités seront mises en œuvre au bénéfice des régions éligibles au Programme et dans ces dernières. Si un Ministère ou une administration publique nationale est représenté au niveau local dans un territoire éligible ou dans l'espace de coopération en Sicile ou Tunisie, les activités du projet doivent être mises en œuvre par cette structure locale. Lors de vérification de l'éligibilité prévue dans le cadre du processus d'évaluation, l'AG pourra éventuellement demander des preuves attestant de la compétence territoriale de l'organisme en question.

10. Est-ce que l'organisme "Consiglio per l'agricoltura e l'analisi dell'economia agraria - Centro di Ricerca Difesa e Certificazione, CREA DC" peut participer comme "Grand centre" dans le cadre de cet appel?

Le Programme Opérationnel Conjoint (POC) Italie Tunisie dans le paragraphe 2.3 fournit une définition de « Grand Centre » et dans le tableau 1 du même paragraphe indique le type de bénéficiaires éligibles basé à Rome pour chaque objectif thématique, et en particulier les ministères et agences nationaux.

L'organisme CREA est soumis à la vigilance du Ministère des politiques agricoles, alimentaires et forestières (Mipaaf) d'un point de vue administratif, mais non financier.

Conformément au paragraphe 3.3.1 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs, les Ministères ou les Administrations Publiques Nationales situées à Rome peuvent participer aux projets, seulement en tant que Partenaire, à condition que le Ministère ou l'administration publique nationale en question ne soit pas représenté dans les territoires éligibles, qu'il ne dispose pas d'une structure locale en mesure d'assumer une responsabilité légale ou financière et à condition que le qu'il puisse démontrer que les activités seront mises en œuvre au bénéfice des régions éligibles au Programme et dans ces dernières.

11. Puis-je utiliser cet appel pour constituer une nouvelle société ?

Tout organisme candidat à cet appel doit avoir la personnalité juridique et être établi avant la date de publication de l'avis lui-même. La solidité économique et de gestion de chaque candidat et partenaire sera évaluée à la fois dans la première et dans la dernière phase.